
Développement : une compréhension qui vient du terrain

L'histoire du développement est une histoire de supercherie et de destruction, car elle est marquée par une multitude d'aspects et d'abus teintés de (néo)colonialisme procédant de relations de pouvoir extrêmement inégales. Le WRM s'est entretenu avec de proches alliés du Brésil, du Gabon, de l'Inde, du Mexique et du Mozambique, pour les entendre et connaître leur compréhension du développement.

L'histoire du *développement* est une histoire de supercherie et de destruction. Régulièrement, les institutions financières de développement, les banques et les agences internationales – dirigées par les gouvernements et les entreprises des pays du Nord – proclament la « nécessité » de *développer* les pays dits pauvres (principalement dotés de ressources stratégiques), afin de justifier l'introduction de grandes infrastructures, de projets extractivistes et de marchés. Ces contraintes, affirment-elles, transformeraient les pays en sociétés *modernes* et *développées*. Dans le même temps, la plupart des gouvernements des pays du Sud souhaitent recevoir ce qu'ils considèrent comme des fonds et des projets supplémentaires indispensables.

Le WRM s'est entretenu avec de proches alliés du Brésil, du Gabon, de l'Inde, du Mexique et du Mozambique qui ont fait l'expérience de l'arrivée de projets de *développement* dans leurs contextes particuliers. Nous avons cherché à les entendre et à en apprendre davantage sur leur compréhension du *développement*. L'anonymat des personnes a été préservé pour des raisons de sécurité.

Un militant de Santarém, dans le nord du Brésil, affirme : « À travers l'histoire, on a toujours parlé de *développement*. Mais le *développement* ici, dans la région, est synonyme de capitalisme, d'oppression. Pour lui, l'ouverture de la route BR-163, construite avec des prêts de la Banque interaméricaine de développement, vise principalement à permettre le transport du soja et d'autres produits de base de manière moins coûteuse et plus rapide vers le port d'exportation de Santarém, principalement à destination de la Chine et de l'Europe. Pour lui « tout cela s'est déroulé à grand renfort d'une propagande affirmant que la région se *développerait*, que la population aurait un meilleur accès à la santé, à l'éducation et aux infrastructures – y compris dans les zones rurales – avec une meilleure qualité de vie, une création d'emplois, des revenus, etc. » Mais cette promesse ne s'est pas du tout matérialisée. Dans le même temps, le projet de chemin de fer Ferrogrão (c'est-à-dire « Train Céréales »), qui serait parallèle à la route BR-163, est fortement soutenu par des entreprises de produits de base telles que Cargill, Bunge et Amaggi ; et il bénéficie du soutien financier de la Banque nationale brésilienne de développement économique et social (BNDES). Le peuple autochtone Kayapó Mekrãgnoti a bloqué la BR-163 en août 2020 pour résister aux projets de chemin de fer. (1)

De même, un activiste indien a déclaré au WRM que ce qu'ils appellent la « Route d'Asie », qui est financée par la Banque asiatique de développement, est créée par eux et pour leur propre intérêt – la survie des autres sera définie par ce que l'on appelle « l'effet de ruissellement ». Il s'agit de créer des routes qui peuvent amener les ressources du monde aux portes des consommateurs. Il s'agit de plus en plus de routes que les populations locales ne peuvent pas traverser ou utiliser, mais qui

transportent plus rapidement les marchandises dans le monde entier. Les personnes qui vivent le long de la route et pratiquent encore la culture *Jhum* (itinérante), qui produisent des aliments pour leur famille ou leur village, sont complètement livrées à la concurrence internationale. Mais il est évident que dans un monde globalisé, il n'y a pas de concurrence, vous n'êtes déjà plus en mesure de vous battre. Le « libre » marché n'est pas possible dans un monde inégalitaire. »

Le terme de *développement* a été un protagoniste dans les institutions qui dirigent et financent la transformation de vastes territoires et espaces de vie au service du marché. Cette transformation oblige d'innombrables membres de la communauté à rejoindre le travail salarié, parallèlement à des expulsions violentes, des expropriations, des bouleversements, des agressions et des injustices. Ce terme – avec toutes les connotations qui l'accompagnent – crée une sorte de consentement, en donnant l'impression que les objectifs et les idéologies d'acteurs puissants sont les intérêts de « bon sens » de sociétés entières. (2) En conséquence, ceux qui s'opposent au *développement* sont généralement stigmatisés par une propagande qui prétend qu'ils sont anti-*développement*, anti-*progrès*, rétrogrades, ou vont à l'encontre de « *l'intérêt national* ». Le même militant indien poursuit : « La contestation de la route est présentée comme une réaction anti-développement ou antisociale. Il semble y avoir un « développement » prédéfini pour lequel il existe des institutions et des ensembles de politiques prédéfinis ainsi que des politiciens formés mettant en œuvre ce « développement ».

Bien qu'elle soit présentée comme un terme neutre, la notion de *développement* est marquée par une multitude d'aspects et d'abus teintés de (néo)colonialisme procédant de relations de pouvoir extrêmement inégales.

L'expérience des femmes gabonaises vivant dans et autour des plantations industrielles de palmiers à huile d'Olam en offre un exemple frappant. La Banque africaine de développement (BAD) a financé les plantations d'Olam au Gabon en 2017, affirmant que le financement correspond à leurs initiatives « Nourrir l'Afrique » et « Améliorer la qualité de vie des Africains ». (3) Pourtant, une femme du village de Ferra a déclaré au WRM : « Depuis qu'Olam est arrivée dans le village, on ne peut plus pêcher comme il se doit à cause des lacs qui sont pollués, certains lacs et étangs sont fermés, on ne peut plus faire la chasse parce qu'on a interdit aux villageois de rentrer dans certaines forêts. » Une autre femme du même village a déclaré : « Nous sommes entrain de nous appauvrir, de souffrir, nous passons maintenant des moments difficiles. Pourquoi je le dis : les lacs sont fermées, les marigots dans lesquels nous faisons la pêche son fermés, les brousses nous sont désormais interdites nous empêchant de faire nos plantations comme avant. On nous oblige à utiliser les mêmes terres plusieurs fois malheureusement cela ne produit pas de bonnes récoltes. Les meilleures terres sont pour eux et nous les mauvaises. Nous sommes chassés comme des bêtes ; nous devenons leurs esclaves. Ce sont eux qui commandent et nos brousses et notre village. » (4)

D'innombrables barrages, autoroutes, trains, aéroports, plantations industrielles de monoculture, sites d'extraction et pipelines de pétrole et de gaz, de mines, de projets de méga-urbanisation, etc. ont été entrepris dans les pays du Sud avec la promesse d'un *développement*, d'une croissance, d'emplois et de progrès. Pourtant, la réalité de ceux qui « reçoivent » le *développement* s'est la plupart du temps aggravée.

Un militant vivant dans la province de Zambézie, au Mozambique, qui est affecté par les plantations industrielles d'arbres de Portucel, nous a dit – en ce qui concerne les promesses faites par l'entreprise aux communautés – que « rien de tout cela n'est arrivé. L'entreprise a promis de faire beaucoup de choses, de construire des écoles, des routes d'accès, des pompes à eau et des hôpitaux, et rien n'y a été construit. Elle a également promis des emplois. Elle disait : « Vous aurez

un travail parce que nous allons construire des usines au Mozambique, dans la province de Manica ou de Zambézie, et vous allez y travailler. » Mais on ne parle plus de tout cela. Pour le moment, il n'y a que les plantations que l'entreprise a installées. Les gens ont arrêté de travailler. Ce n'est pas du développement. »

De même, une militante mexicaine opposée à ce qu'on appelle le « train maya », qui est soutenu par l'ONU avec l'argument qu'il va « apporter le développement à la péninsule » et qui traversera un vaste territoire où vivent plus de 3,5 millions de membres des peuples autochtones, a exigé que les promoteurs précisent de quel *développement* ils parlent. « Ils nous disent que nous sommes des imbéciles qui ne savent rien, explique-t-elle ; que nous sommes ignorants, que nous ne savons pas nous organiser, que nous ne savons pas comment collaborer au développement de nos communautés et de notre peuple, et que nous ne savons pas comment travailler pour la croissance économique de notre peuple. C'est une insulte à notre égard. De quel *développement* parlent ces promoteurs ? De quelle *croissance* ? Une croissance pour eux, pour leurs entreprises, pour les hommes d'affaires, pour ceux qui ont de l'argent ? Parce que ce n'est pas un *développement* pour le peuple ! C'est un *développement* pour eux. Pour nous – les peuples et les communautés de la péninsule [du Yucatan] – cela n'aura que des effets négatifs, comme la division, l'aggravation de la pauvreté, les crimes, les vols, les meurtres, la prostitution, la toxicomanie. Cela nous privera de notre langue, de nos façons de parler et de nous habiller, et de nos formes de gouvernance. Ils sont venus pour détruire cela. Ils amènent la destruction sur cette péninsule. Nous avons notre mode de vie – des systèmes de croyances que nous avons depuis de nombreuses années, héritées de nos ancêtres. Nous avons notre propre vie. C'est ce qu'ils sont venus détruire. Ils détruisent la péninsule en détruisant la vie des communautés autochtones et non autochtones. »

L'utilisation – et l'imposition – de ce langage mensonger, créé par ceux qui détiennent un pouvoir politique et économique, est extrêmement utile pour défendre les intérêts des gouvernements et des entreprises des pays du Nord. Elle contribue également à dissimuler l'oppression implicite, le patriarcat et le racisme qui se cachent derrière une telle imposition.

La militante mexicaine a poursuivi : « Ils disent qu'ils vont « *intégrer* ceux qui ne sont pas intégrés ». Ils disent : « Vous, le paysan, vous, la personne autochtone, vous allez être des partenaires parce que le train maya va traverser votre territoire, vos terres ; et donc vous serez un partenaire. » C'est un mensonge éhonté. C'est une stratégie pour nous dépouiller de nos terres et pour nous transformer en main-d'œuvre bon marché pour servir les touristes. C'est ce qu'ils attendent de nous. Et ce qui est vraiment en jeu, c'est la destruction du territoire. Parce que c'est ce que ces hommes d'affaires viennent faire, avec le gouvernement fédéral. Ils disent qu'ils *réorganisent* la péninsule. Qu'est-ce qu'ils vont réorganiser ? C'est fait ! Nous prenons soin de la péninsule depuis des siècles, nos ancêtres se sont occupés de la jungle et nous continuons à en prendre soin. Ils ne viennent pas pour réorganiser quoi que ce soit ; au contraire, ils viennent désorganiser ce qui est déjà en place. Il n'y a donc pas de *développement*, il n'y a pas de *croissance*, il n'y a pas de *réorganisation*. Tout cela est déjà fait, car nous l'avons fait. » Et elle ajoute : « Nous sommes naturellement victimes de racisme pour avoir simplement une couleur de peau ou une langue différente ; pour la façon dont nous parlons ou nous habillons ; pour la façon dont nous nous exprimons ; pour la façon dont nous nous gouvernons nous-mêmes et nous gouvernons nos communautés ; pour nos traditions et notre culture. Ils nous discriminent parce que nous sommes des « Indiens » qui ne savent rien. D'une manière ou d'une autre, ils nous rabaissent. Donc, en apportant le sacro-saint développement, ils apporteront également d'autres sortes de gens d'autres pays, parce que, selon le gouvernement et les entreprises, ils savent travailler. C'est le racisme que nous connaissons depuis de nombreuses années, mais maintenant il va encore se renforcer. Ils nous diront : « Vous n'êtes bon que pour servir les touristes », pour travailler, pour nettoyer les salles de bain, pour passer la serpillière, pour

cuisiner, pour vendre nos empanadas. C'est comme cela qu'ils nous traiteront. Parce que nous sommes des gens d'en bas, des communautés, qui ne savent pas comment parler. C'est ainsi que nous vivons le racisme, et il va s'aggraver encore par rapport à ce que nous vivons déjà. Nous serons une main-d'œuvre bon marché grâce au travail forcé ; nous serons les esclaves des hommes d'affaires, des entreprises, de ce gouvernement lui-même.

Un article d'un bulletin du WRM de 2014 rendant compte des débats autour des « alternatives » (5) a clarifié les impacts réels de ces interventions de *développement* : « En 1990, des journalistes européens en visite ont demandé aux villageois thaïlandais qui tentaient d'arrêter la construction du barrage de Pak Mun quelle était leur alternative au barrage. Les villageois ont patiemment répondu que les « alternatives » étaient déjà là. Nous avons nos activités de pêche, ont-ils dit. Nous avons nos forêts communautaires. Nous avons nos champs. Nous avons nos temples, nos écoles, nos marchés. Voilà ce que le barrage pourrait endommager ou détruire. Bien sûr, nous avons des problèmes, ont-ils continué. Mais nous devons les gérer à notre manière, et le barrage nous enlèvera ce dont nous avons besoin pour y parvenir. » De cette manière, l'alternative au *développement* – qui est généralement présentée comme la seule option pour « aider » les communautés des pays du Sud – est *l'absence de développement*. Cette réflexion contribuera peut-être à ouvrir un espace pour l'émergence de réalités et d'« alternatives » très diverses, qui existent encore dans de nombreux endroits – bien qu'elles soient en grande partie détruites ou affaiblies par le *développement* lui-même.

Pour les femmes gabonaises vivant dans et autour des plantations de palmiers à huile d'Olam, les alternatives à ce *développement* imposé doivent *leur* appartenir et ne pas venir de l'extérieur de leurs villages. « *Notre développement* c'est d'avoir nos terres à nous afin de pouvoir vivre comme avant en faisant des plantations, la pêche et autres activités rurales. », estiment-elles. « [Cela nous permettrait] de développer nos projets pour assurer le bien-être de notre village » ont-elles poursuivi. « C'est ce que nous voulons : qu'on nous laisse aller dans nos plantations, dans nos forêts afin que nous soyons libres dans notre village, une liberté que nous avons perdue depuis qu'Olam est là. La rétrocession de nos terres est vraiment primordiale. » Fondamentalement, concluent-elles, « nous voulons une liberté ».

** Un grand merci à ceux qui ont apporté leur contribution et pris le temps de s'entretenir avec WRM pour rendre cet article possible.*

(1) Mongabay, [Key Amazon grain route blocked by Indigenous protest over funding](#), Grainrail, 2020

(2) Ferguson J. et Lohmann L., [The anti-politics machine: "development" and bureaucratic power in Lesotho](#), 1994

(3) AfDB, [Loan for Olam Africa Investment](#), Program, 2017

(4) [Plus d'informations sur les impacts des activités d'Olam au Gabon](#)

(5) Bulletin WRM 209, [Une alternative aux 'alternatives'](#), 2014